

LE POTENTIEL DE “SMART POWER” DE L’EU: EXEMPLE DE L’OPÉRATION EUFOR ALTHÉA EN BOSNIE-HERZÉGOVINE*

Emine Akçadağ ALAGÖZ*

Résumé:

Malgré l'intérêt croissant pour le concept de smart power, les travaux académiques sur la substance et la définition de ce concept sont toujours limités. Dans cette étude, on analyse l'exercice du smart power par l'UE à partir de l'approche globale européenne dans la gestion des crises, en prenant l'opération EUFOR Althea comme étude de cas. L'objectif de cet article est de montrer d'une part le potentiel du smart power de l'UE et d'autre part, de contribuer à une meilleure compréhension du concept de smart power qui est toujours à l'état naissant.

Mots-clés: Approche globale, Bosnie-Herzégovine, EUFOR Althea, Union européenne, Smart power

Smart Power Potential of the EU: Example of the Operation EUFOR Althea in Bosnia and Herzegovina

Abstract

Despite growing interest in the concept of smart power, scholarly works on the substance and definition of this concept are always limited. In this paper, the EU's exercise of smart power will be analyzed through the EU's comprehensive approach in crisis management, using the EUFOR Althea operation as a case study. The objective of this paper is to demonstrate the EU's smart power potential and contribute to a better understanding of the concept of smart power which is still in the nascent state.

Keywords: Comprehensive approach, Bosnia-Herzegovina, EUFOR Althea, European Union, Smart power

* Cet article est inspiré de la thèse de doctorat intitulée “Le Potentiel de Smart Power de l’UE: Comment penser la puissance européenne” de l’auteur sous la direction de Prof. Jean-Christophe Romer, Ecole Doctorale des Sciences Humaines et Sociales, Université de Strasbourg, France, 2014.

* Asst. Prof., Université d’Istanbul Gelisim, Département de science politique et des relations internationales.

Makalenin gönderilme tarihi: 03 Nisan 2017, Kabul edilme tarihi: 05 Aralık 2017

Introduction

En tant qu'acteur *sui generis* qui agit dans un monde de plus en plus compétitif et complexe, l'Union européenne (UE) est le sujet de différentes études supposées décrire toujours mieux la nature énigmatique de la puissance européenne: puissance normative d'Ian Manners¹, puissance tranquille de Tzvetan Todorov², puissance éthique de Lisbeth Aggestam³, puissance responsable d'Hartmut Mayer⁴, puissance transformative de Mark Leonard⁵, voire puissance métrosexuelle de Parag Khanna⁶, etc. Un autre concept qui a plus récemment trouvé sa place dans les discours des fonctionnaires et des politiciens européens est le smart power.⁷

La présentation de smart power⁸ par l'administration Obama comme la nouvelle doctrine de la diplomatie américaine a suscité un intérêt croissant pour ce concept. Selon Ernest Wilson, l'intérêt croissant envers le smart power peut être expliqué d'une part, par la perception des vulnérabilités de la politique étrangère américaine durant le mandat de George W. Bush et de leurs conséquences par tout le monde et d'autre part, par l'importance qu'il y a à créer et à manipuler des connaissances et des informations de nos jours.⁹

¹ Ian Manners, *Substance and Symbolism: An Anatomy of Cooperation in the New Europe* (Aldershot: Ashgate, 2000).

² Tzvetan Todorov, *Le nouveau désordre mondial* (Paris: Robert Laffont, 2003).

³ Aggestam Lisbeth, "Introduction: Ethical power Europe?," *International Affairs* 84: 1 (2008): 1-11.

⁴ Hartmut Mayer et Henri Vogt, *A Responsible Europe? Ethical Foundations of EU External Affairs* (London: Palgrave Macmillan, 2006).

⁵ Leonard Mark, "Europe's Transformative Power," *CER Bulletin* 40 (février-mars 2005).

⁶ Khanna Parag, "The Metrosexual Superpower," *Foreign Policy* 143 (2004).

⁷ "The European Union and the World: A Hard Look at Soft Power", discours du Benita Ferrero-Waldner (l'Université de Columbia, Columbia, Septembre 24, 2007), Date d'accès: Janvier 19, 2017, http://www.euun.europa.eu/articles/en/article_7330_en.htm.

Discours d'Olli Rehn (l'Université d'Oxford, Oxford, Mai 1, 2008), Date d'accès: Janvier 19, 2017, http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-08-222_en.htm.

"Smartening the EU's soft power", discours du Hugh Richardson (Tokyo, Mai 16, 2008), Date d'accès: Janvier 19, 2017, <http://www.euinjapan.jp/en/media/speech/speech2008/20080516/010000>.

"Ashton calls for the EU's soft power to be smart power too," *New Europe*, Février 14, 2010.

⁸ Dans l'usage américain de la langue anglaise, le mot *smart* ne signifie pas la pure intelligence. Smart est "un qualificatif adapté à une solution ingénieuse ou astucieuse; il est utilisé pour décrire des personnages rusés ou, tout simplement, débrouillards." (J. Charmelot, "Le smart power américain, un défi pour l'Europe?," Fondation Robert Schuman, *Question d'Europe* 127 (Mars 2009).) C'est pourquoi dans ce travail, on préfère d'utiliser le smart power au lieu de puissance intelligente.

⁹ Ernest Wilson, "Hard Power, Soft Power, Smart Power," *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 616 (2008): 115.

Pourtant, l’intérêt académique envers ce concept est toujours restreint et ce manque limite les recherches consacrées à une meilleure compréhension de la substance du smart power.

Cette présente étude part du constat que le potentiel de smart power de l’UE et ses pratiques en la matière constitue un objet de recherche qui mérite d’être abordé, puisqu’ils permettent d’analyser les différents instruments de la puissance européenne, sa capacité en terme de la puissance dure et douce, sa compétence à combiner les outils de la coercition et de la cooptation, et l’intégration européenne dans les différents domaines. L’objectif de ce travail est donc d’examiner l’approche globale de l’UE dans la gestion des crises en tant que pratique européenne de smart power, en prenant l’opération Althéa comme l’étude de cas. Une telle analyse nous permettra à mieux analyser la capacité européenne de combiner les ressources de la puissance douce et de la puissance dure d’une façon stratégique et compatible pour gérer une crise purement européenne. Elle contribuera également à une meilleure compréhension du concept de smart power qui est toujours à l’état naissant. Après avoir abordé la puissance dure et la puissance douce en tant que composants du smart power, on précisera la définition et les caractéristiques du smart power. Ensuite, on traitera l’approche globale de l’UE dans la gestion des crises à partir de l’exemple de l’opération Althéa afin de mettre en exergue le potentiel de smart power de l’UE.

I. Hard power, Soft power, Smart power

En tant que notion déterminante pour la compréhension de l’agenda international et du comportement des acteurs internationaux, la puissance constitue l’une des concepts clés en relations internationales. Néanmoins, la définition de ce concept ne fait pas l’unanimité dans le monde académique. Kenneth Waltz, fondateur du néorealisme, note que la puissance est un concept clé dans les théories réalistes, pourtant sa définition reste un sujet de controverse.¹⁰

Joseph Nye expose que la puissance est comme l’amour: quelque chose qu’on ne peut ni définir, ni mesurer, mais réel. Pour la définition, il propose “la capacité de produire le résultat que l’on veut, mais aussi la capacité d’influencer le comportement des autres pour obtenir le résultat désiré.”¹¹

¹⁰ Kenneth Waltz, “Reflections on Theory of International Politics: A Response to My Critics”, Robert O. Keohane (dir.), *Neorealism and Its Critics* (New York: Columbia University Press, 1986), 333.

¹¹ Joseph S. Nye, *The Future of Power* (New York, PublicAffairs, 2011), 5.

Pour cela, il est possible de recourir à la puissance coercitive (la puissance militaire et stratégique), à la puissance économique (les sanctions, les paiements, les aides au développement) et enfin la puissance d'attraction et de cooptation.

À l'encontre de la tendance générale d'expliquer la puissance par le biais des ressources de puissance, Nye souligne qu'il ne faut pas réduire la définition de puissance aux ressources car la possession de ces ressources n'apporte pas nécessairement les résultats attendus. Les États-Unis étaient sans doute plus puissants que le Vietnam, mais cette supériorité n'a pas apporté le succès. Le plus important est d'acquérir la capacité de conversion des sources en comportement (*power behavior*) par des différents moyens comme la force, la récompense, l'attraction, etc.

La plus grande contribution de Nye aux travaux sur la puissance consiste dans sa distinction entre la puissance dure (*hard power*) et la puissance douce (*soft power*). La puissance dure est la capacité d'influencer le comportement d'autres acteurs par la contrainte, la coercition, voire par la violence. Ces éléments regroupent essentiellement les moyens économiques et militaires: l'intervention militaire, la menace d'usage de la force, la guerre ainsi que les sanctions économiques, l'embargo et le blocus, surtout maritime. Il est important de souligner que Nye n'identifie pas la puissance dure à la seule puissance militaire, mais à la coercition. Ainsi, la conditionnalité de l'aide communautaire au développement est un exemple de la puissance dure de l'UE. Pour pouvoir bénéficier de l'aide européen, les États concernés doivent manifester une réelle volonté de garantir le respect de la démocratie, des droits humains, de l'égalité homme-femme, et de soutenir la société civile. La ligne de clivage entre la puissance dure et douce ne serait donc pas le recours à la force, mais le passage de la coercition à l'attraction.

Nye définit la puissance douce comme "la capacité d'avoir ce qu'on veut par l'attraction plutôt que par la coercition ou des paiements."¹² Il souligne que "la puissance douce réside dans le pouvoir de cooptation, dans le fait en sorte que les autres acteurs des relations internationales prennent des décisions qui vont en votre faveur."¹³ Selon lui, les principales sources de la puissance douce sont la culture, les valeurs politiques et la politique étrangère. Mais elle repose également sur d'autres sources intangibles telles que: l'image ou la réputation positive d'un État, ses capacités de

¹² Joseph S. Nye, *Soft Power: The means to success in world politics* (New York: PublicAffairs, 2004), 5.

¹³ Nye, *Soft Power*, 5.

communication, le degré d'ouverture de sa société, son rayonnement scientifique et technologique, etc. Il est important de souligner que même si la puissance douce se base majoritairement sur les sources intangibles, les sources tangibles comme la force armée et la puissance économique peuvent contribuer à la puissance douce d'un pays. Par exemple, grâce à sa puissance économique, l'Union est vue comme un modèle d'intégration par les autres acteurs régionaux. De plus, l'aide militaire en cas de catastrophe, le programme d'aide à l'instruction militaire et le programme d'échanges militaires ont un impact positif sur la puissance douce. Il serait donc faux d'associer une forme de puissance à certaines sources de puissance.

Par ailleurs, il est important de distinguer les ressources et les comportements de la puissance douce (*soft power behaviors*). En d'autres termes, avoir les moyens de la puissance n'est pas la même chose qu'être puissant car les mêmes ressources peuvent produire différents types de comportement. Par exemple, les forces armées peuvent être utilisées à la fois pour faire la guerre et pour participer aux opérations humanitaires. L'obtention des forces armées ne garantissent pas la possession de la puissance douce; ce sont les comportements de l'acteur qui montrent la forme de sa puissance. Selon Nye, le comportement de la puissance douce repose sur l'établissement de l'agenda, l'attraction et la persuasion. Mais bien évidemment, la perception de la cible est déterminante pour l'obtention de la puissance douce. Par exemple, les programmes incitatifs (les bourses, les stages, les visites, les échanges académiques) pour les étudiants étrangers auront un impact positif sur la puissance douce puisqu'ils engendrent la sympathie et la gratitude ou bien l'admiration auprès de ces étudiants qui seront les leaders d'opinion, élites et décideurs politiques de demain.

La puissance douce n'est ni une évolution ni un remplaçant de la puissance dure. Elle est une autre forme de puissance. Cependant, Nye précise que la puissance, douce et dure, sont liées car elles sont les deux aspects de la capacité d'obtenir un résultat recherché et d'altérer les comportements des autres. La différence entre les deux est une question de degré en terme de comportement et de source. Les sources de la puissance douce sont associées à la cooptation et celles de la puissance dure au commandement. Toutefois, cette relation est loin d'être parfaite. Par exemple, un pays peut influencer les autres grâce aux mythes concernant l'invincibilité de son armée et la capacité militaire peut être utilisée pour établir des institutions qui seront considérées comme légitime. Une économie puissante est nécessaire pour suivre la politique de la carotte et du bâton, mais aussi pour attirer les autres.

L'intervention américaine en Irak en 2003 qui s'est transformée en une occupation violente, chaotique, et terriblement coûteuse pour Washington et qui a rendu la puissance douce tout aussi inopérante, en annulant l'autorité des Etats-Unis, a incité Joseph Nye à reconsidérer l'importance de la puissance dure et douce. En soulignant que la puissance étatique ne peut être que *soft* ou que *hard*, il a mis en avant la nécessité d'une politique étrangère qui se base sur le smart power. "L'antiaméricanisme a progressé au cours des deux dernières années [...] et le recrutement terroriste a augmenté dans le monde islamique. Nous sommes en train de perdre notre soft power et notre capacité d'attirer les autres... Nous devons cesser de gaspiller notre soft power et apprendre à le combiner avec notre puissance hard, pour être capables de répondre aux défis."¹⁴ dit Nye et il ajoute que "le smart power est une combinaison plus sûre, et peut être même une martingale gagnante, réunissant la force des armes et celle des principes."¹⁵

Nye précise qu'au lieu d'apporter une nouveauté en terme de comportement de puissance (*power behaviors*), le concept de smart power propose plutôt une vision moderne à ces comportements.¹⁶ Afin de produire le résultat désiré, il est nécessaire de mettre en oeuvre une stratégie smart qui implique les objectifs, les sources, les tactiques pour utiliser les sources efficacement et les résultats possibles. Il faut donc évaluer le smart power comme une méthode qui se concentre sur les contextes et les questions qui doivent être abordés pour atteindre les objectifs définis plutôt qu'une nouvelle forme de puissance.

Nye définit le smart power comme la combinaison effective de la puissance dure et la puissance douce. Cependant, cette définition est loin de fournir un cadre d'analyse suffisant pour comprendre la substance réelle du smart power. En reprochant la définition de Nye d'être dépourvue d'une base analytique, Mai'a Davis Cross le redéfinit comme "l'utilisation stratégique et simultanée de coercition et de cooptation."¹⁷ On peut l'ajouter que l'utilisation des instruments de coercition ou de cooptation devrait également être compatible, autrement dit, la pratique de la puissance dure et douce doit se renforcer mutuellement. L'usage de la coercition ne doit pas entraver l'attraction à long terme. D'autre part, sans la puissance dure qui soutiendra l'usage de la puissance douce, il serait difficile d'assurer la crédibilité et l'influence. La combinaison de la coercition et la cooptation

¹⁴ Joseph S. Nye, "Ignoring Soft Power," *Chicago Tribune*, Mai 16, 2004.

¹⁵ Nye, *The Future of Power*, 23.

¹⁶ Entretien en ligne avec M. Joseph S. Nye, professeur à la Kennedy School of Government de l'Université Harvard, Cambridge, Janvier 11, 2014.

¹⁷ Mai'a Davis Cross, "Europe, a smart power?," *International Politics* 48:6 (2011): 698.

dans une stratégie de smart power n’est pas toujours facile. Afin d’assurer la pertinence, il est primordial de comprendre le contexte, choisir les meilleurs instruments, combiner ces instruments, les convertir en un comportement de puissance appropriée en vue d’obtenir les résultats prévus dans un meilleur délai possible et à moindre coût.

Puisque les outils de la puissance sont nombreux et l’utilisation de ces outils est liée au contexte, il serait opportun de traiter les différents exemples de smart power pour mieux comprendre ce concept. L’approche globale de l’UE dans la gestion des crises qui constitue un bon exemple de l’utilisation de la combinaison des outils de coercition et de cooptation mérite d’être abordée dans le cadre du smart power européen.

II. Le concept européen d’approche globale: pratique du smart power par l’UE

Le monde d’aujourd’hui est parcouru par des crises de tout ordre: naturelle, humaine, économique, politique, etc. Elles sont latentes ou peuvent se transformer en conflit, mettant en danger la paix et la sécurité internationale. Il est donc crucial de prévenir, sinon de gérer ces crises. La gestion actuelle des crises englobe la prévention de la crise/du conflit, la maîtrise de la crise/du conflit et la gestion post-conflituel. La prévention constitue la première ligne de défense pour enrayer les risques d’un conflit. Elle est utilisée très souvent dans un contexte imminent de crise, alors que les risques de guerre ou de conflit armés sont grands. Elle s’attaque aux causes immédiates d’un déclenchement possible des hostilités. La prévention peut être mise en oeuvre par les moyens coercitifs ou non coercitifs.

En cas de l’insuffisance des mesures de prévention et donc de l’éclatement d’une crise, il faut mettre en oeuvre un nouvel effort mobilisant des ressources particulières (diplomatiques, militaires, économiques). Cette phase qui vise à limiter les impacts extérieurs de la montée en puissance de la crise, à mettre un terme aux conflits armés et à protéger les populations civiles peut inclure les opérations de gestion de crise qui combinent les moyens militaires et civils.

Dans les environnements post-conflituels, les actions conduites sont destinées à prévenir la reprise des combats et assurer la durabilité de la paix. Pour atteindre cet objectif, il est essentiel d’assurer la sécurité, le développement économique et la bonne gouvernance. Dans le domaine de la sécurité, l’instrument principal est le déploiement de forces de maintien de la paix qui ont pour but de créer les conditions de sécurité. Afin de consolider la paix, il est crucial de promouvoir la relance économique et d’assister les autorités locales dans la mise en place de programmes structurels, et de

renforcer les institutions démocratiques permettant à l'Etat d'assurer ses fonctions essentielles.

La gestion des crises se trouve au coeur de la Politique Étrangère et de Sécurité de l'UE, depuis le début des années 90, du fait de son importance pour la sécurité européenne. Le traité de Maastricht souligne que l'objectif de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) est “[...] le renforcement de la sécurité de l'Union; le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale...”¹⁸ L'UE a donc mis en oeuvre deux niveaux théoriques de gestion institutionnelle des crises et des conflits: un niveau politique, pris en charge par l'Union dans le cadre de la PESC; et un niveau opérationnel par l'Union de l'Europe Occidentale/UEO. Les compétences opérationnelles de gestion de crise de l'UEO ont été intégrées dans le cadre de l'UE par le traité de Nice en 2003.

L'UE a développé une grande variété d'instruments qui sont, directement ou indirectement, au service de la prévention des conflits comme la politique européenne d'aide au développement, l'ouverture du marché européen aux exportations des pays en développement, le libre accès au marché communautaire de tous les produits – à l'exclusion des armes – en provenance des pays les moins avancés, la contribution financière et technique à l'infrastructure, les programmes d'assistance pour la stabilité démocratique et le dialogue politique. Cette gamme qui comprend à la fois des instruments de la puissance dure et de la puissance douce montre aussi le potentiel de l'UE pour exercer le smart power.

Lorsqu'il n'est pas possible de prévenir une crise, il faut alors la gérer. Les opérations menées pour gérer les crises peuvent être de nature militaire, civile (mission de police, missions dans le domaine de l'Etat de droit, missions de surveillance, missions en matière de réforme du secteur de la sécurité, etc) ou civilo-militaire. Cependant, la complexité et la diversité des crises d'aujourd'hui ont mis sous les yeux qu'il n'est plus possible d'assurer l'ordre et la paix durable en s'appuyant seulement sur l'action militaire. Il est devenu important de rendre compte d'un bon fonctionnement des systèmes social, économique, politique et juridique. Il est donc nécessaire que les Etats qui interviennent dans la résolution des crises possèdent une large gamme d'instruments civils et militaires. Cette nécessité a donné naissance à l'apparition du concept d'“approche globale” (*comprehensive approach*) qui désigne une “démarche visant à développer entre les parties, différents

¹⁸ European Union Law, Traité sur l'Union européenne, Journal officiel, No. C191, 29 juillet 1992, Date d'accès: Janvier 30, 2017, <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/dat/11992M/htm/11992M.html>.

degrés d'interaction dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité et du développement économique et social, [...] dans le règlement de la crise tant dans la conception de l'intervention que dans son exécution sur le théâtre."¹⁹

Il est important de mentionner que le concept d'approche globale est toujours en construction. Son emploi diffère donc selon les acteurs, les institutions et les théâtres stratégiques de référence. L'UE a développé sa propre approche globale à l'aide de la coordination civilo-militaire (CMCO). Dans le cadre de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), la CMCO traite les besoins de coordination effective de tous les acteurs européens engagés dans la planification et la mise en place d'une réponse de l'UE aux crises.²⁰ L'objectif principal est d'associer la composante militaire et la composante civile de gestion de crises avec la possibilité d'interventions militaires de gestion de crises depuis le Conseil européen de Cologne en 1999, et la possibilité de missions civiles de gestion de crises (de police, de justice, d'administration civile et de protection civile) adoptées au Conseil de Feira en 2000.²¹ Après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en décembre 2009, cette approche s'est répandue dans la totalité des relations extérieures.

La mise en oeuvre de l'approche globale dans le cadre de la gestion des crises est basée sur un mécanisme de coordination parmi les institutions principales de l'UE. A la suite de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) est devenu l'acteur dominant de ce processus. Afin d'harmoniser les outils civils et militaires de l'action extérieure de l'Union, le SEAE a créé la plate-forme de crise qui regroupe les différentes structures de gestion de crise du SEAE (CMPD, Crisis Response, CPCC, EMUE, SitCen) et les services pertinents de la Commission. A travers cette plate-forme, elle envisage d'assurer une coordination rapide des moyens pour répondre aux crises: instrument politique, diplomatique, militaire, économique, humanitaire ou l'aide au développement.

Puisque l'approche globale a une nature multidimensionnelle, l'UE s'appuie sur les politiques communautaires, les accords de partenariat et de coopération, le dialogue politique, la PEV, la coopération au développement,

¹⁹ Ministère de la Défense, "Approche globale dans la gestion des crises extérieures," Concept interarmées, République Française, 2011, Date d'accès: Janvier 25, 2017, http://www.cicde.defense.gouv.fr/IMG/pdf/20120621_np_cicde_cia-3-4-approche-globale.pdf

²⁰ EU Military Staff, "Civil Military Co-ordination," Doc. 14457/03, 7 novembre 2003, Date d'accès: Janvier 25, 2017, <http://register.consilium.eu.int/pdf/en/03/st14/st14457.en03.pdf>

²¹ EU Military Staff, "Civil Military Co-ordination".

l'intervention militaire, etc. Le développement d'une stratégie qui inclut la combinaison appropriée des instruments militaires et civiles destinée à obtenir les résultats désirés dans le plus court délai, avec le moins de victimes possible et avec un bon rapport coût/efficacité est indispensable pour une approche globale. La coopération avec les autorités locales et la communication stratégique sont aussi importantes que la conduite d'opération, puisque le succès des opérations menées dépend étroitement du soutien du peuple local. Le rapport d'évaluation rédigé par le général américain McChrystal, commandant des forces internationales en Afghanistan, révélait la nécessité d'assurer la crédibilité aux yeux des Afghans pour le succès de la Force internationale d'assistance à la sécurité/FIAS.²² Autrement dit, il faut mettre en oeuvre une stratégie smart en assurant la légitimité de l'action, précisant les objectifs, bien calculant le coût et la durée, choisissant les instruments de coercition ou de cooptation appropriés selon le contexte, utilisant ces instruments d'une façon stratégique, et tenant compte les attentes et les sensibilités de la population ciblée pour gérer une crise avec succès.

Il serait utile de traiter l'approche globale européenne en tant que pratique du smart power par l'UE en analysant l'opération Althéa comme un exemple représentatif.

III. L'opération Althéa

Après la mort de Tito en mai 1980, les tensions entre les diverses entités de la Fédération yougoslave avaient déjà commencé à apparaître. Ces tensions découlant de l'escalade des nationalismes se sont enflammées après la fin de l'ordre bipolaire et ont causé la guerre de Yougoslavie en juin 1991 opposant les Serbes aux Croates et aux Slovènes, puis aux Bosniaques et Kosovars. À cette époque, le secrétaire d'État des États-Unis, James Baker, a déclaré que Washington ne souhaitait pas se mêler de cette affaire qui est strictement européenne.²³ Quant aux Européens, même si la France envisageait l'envoi des soldats sur le terrain, l'Allemagne et la Grande-Bretagne se sont montrées réticentes, marquant l'échec d'une coopération au niveau européen. Par conséquent, l'UEO a officiellement déclaré le 29 octobre 1991 que "les conditions ne sont pas réunies pour une intervention

²² Camille Sicourmat, Bihan Benoist et Goya Michel, "L'axe du moindre mal: le plan d'Obama-McChrystal pour l'Afghanistan," *Cahier de l'Irsem 2* (Mars 2010).

²³ Jean-Christophe Romer, "L'Union européenne face aux crises internationales: débuts et développements de la PESC et de la PESD," in *50 ans de traité de Rome 1957-2007*, ed. M. T. Bitsch (Stuttgart, F. Steiner Vlg, 2009), 248.

de l'UEO en Yougoslavie."²⁴ Puisque la crise s'est aggravée après la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, l'OTAN s'est engagée dans la guerre en Bosnie.

L'échec de l'UE dans son intervention en Bosnie et son incapacité à apporter une sécurité crédible et robuste s'est reproduit quelques années plus tard pendant la crise du Kosovo. En tirant la leçon de ces échecs, l'UE a décidé d'établir sa propre politique de sécurité militaire et de renforcer le volet civil de la PESD. Ce n'est donc pas surprenant que la première mission européenne ait été lancée en Bosnie-Herzégovine en janvier 2003 au moment où l'UE s'est déclarée opérationnelle pour la gestion des crises.

Soutenu par les programmes de développement institutionnel de la Communauté européenne, la Mission de Police de l'UE (MPUE) avait pour but de contribuer à la mise en oeuvre du processus de paix en Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'à la réalisation de la politique régionale de l'Union. Cette politique qui fixait dès 1996, un cadre aux relations avec cinq pays de la région de l'Europe du Sud-Est dont la Bosnie-Herzégovine, se basait sur la stabilité politique et économique de la région. En 2002, le Conseil de l'UE a nommé Paddy Ashdown représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine. Puisqu'en 2003, elle a été reconnue comme candidat potentiel à l'adhésion à l'UE, l'Union soutenait activement l'établissement et le maintien de la démocratie et de l'État de droit, le respect des minorités et des droits de l'Homme, et la relance de l'activité économique. L'Union fournissait aussi une assistance financière à la région, notamment à travers le programme CARDS (Assistance Communautaire pour la Reconstruction, le Développement et la Stabilisation). La contribution européenne était de 4,65 milliards d'euros pour la période de 2000-2006.²⁵

Il faut préciser que quand l'opération MPUE a été lancée, les tensions politiques et ethniques entre les Croates, les Serbes et les Bosniaques avaient considérablement diminué par rapport à la période suivant les accords de Dayton.²⁶ Néanmoins, ils n'avaient pas été complètement résolus et continuaient plus ou moins ouvertement. De plus, les efforts pour la construction d'un avenir commun se heurtaient à l'absence d'une autorité centrale puissante et donc à l'émergence de leaders locaux corrompus. C'est dans cet environnement que l'opération Althéa a succédé à la force de

²⁴ Jean-François Guilhaudis, "Les institutions de sécurité (ONU, OTAN, UEO, CSCE, PESD) face à la crise de l'ex-Yougoslavie," Cahiers du CEDSI 17 (1997): 54.

²⁵ Nowak Agnieszka, "L'Union en action: la mission de police en Bosnie," *ISS Occasional Papers* 42 (janvier 2003): 24.

²⁶ Thomas Bertin, "The EU Military Operation in Bosnia," in *European Security and Defence Policy*, eds. M. Merlingen and R. Ostrauskaite (London: Routledge, 2008), 62.

stabilisation de l'OTAN (SFOR) le 2 décembre 2004 en recourant aux moyens de l'OTAN dans le cadre des arrangements "Berlin Plus". Ayant un budget de 27 millions d'euros et composée initialement de 7000 hommes originaires de 33 pays (dont 22 États membres de l'UE), elle était une opération assez ambitieuse.²⁷ Les objectifs politiques de l'Union étaient de faire en sorte que la Bosnie-Herzégovine devienne un pays stable, viable, pacifique et multiéthnique, coopérant pacifiquement avec ses voisins et irréversiblement engagé sur la voie de l'adhésion à l'UE.²⁸

Les quatre principales tâches militaires de l'EUFOR Althea étaient d'assurer une solide présence militaire afin de jouer un rôle dissuasif vis-à-vis des éléments récidivistes des forces armées de la Bosnie-Herzégovine et des autres groupes armés; de contribuer à l'instauration d'un climat de sûreté et de sécurité; de mener des opérations d'information à l'appui des objectifs politiques de l'UE; de prendre en charge les éventuels aspects résiduels de l'accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine.²⁹ Il existe aussi quatre tâches de soutien essentielles: soutenir la lutte contre le terrorisme, la lutte contre la criminalité organisée, le retour des personnes déplacées et des réfugiés, l'État de droit; contribuer à réformer le secteur de la défense et à fournir aux autorités de la Bosnie-Herzégovine; soutenir le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et les autorités compétentes, notamment en procédant à l'arrestation de personnes inculpées de crimes de guerre; dans la limite des moyens et des capacités disponibles, aider à l'évacuation *in extremis* d'agents de la communauté internationale.³⁰

La première phase de l'opération (fin 2004-début 2007) s'est concentrée plutôt sur la lutte contre les réseaux de criminalité organisée en Bosnie-Herzégovine. Il s'agissait notamment de priver certains acteurs politiques, militaires et paramilitaires bosniens des soutiens dont ils bénéficiaient dans les milieux de l'économie illicite.³¹ Dans cette période, les autorités de la Bosnie-Herzégovine ont créé une armée professionnelle multi-éthnique et une force centrale de police. Durant la deuxième phase (début 2007-fin

²⁷ EEAS, "Althea/BIH," 2011, Date d'accès: Janvier 25, 2017, http://www.eeas.europa.eu/csdp/missions-and-operations/althea-bih/index_en.htm.

²⁸ Conseil de l'UE, "Concept pour l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine - Opération ALTHEA," 12576/04, Septembre 29, 2004, Date d'accès: Janvier 27, 2017, <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/04/st12/st12576.fr04.pdf>

²⁹ Conseil de l'UE, "Concept pour l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine".

³⁰ Conseil de l'UE, "Concept pour l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine".

³¹ Nadege Ragaru, "L'opération Althea en Bosnie-Herzégovine et la gestion européenne du 'postconflit'," *Etudes du CERJ* (2007): 14.

2010), la mission a été restructurée et ses effectifs réduits à environ 2200 hommes.³² Cette restructuration peut être expliquée par les efforts des autorités de la Bosnie-Herzégovine et l’absence d’une menace sérieuse. La troisième phase a commencé avec la décision du Conseil de l’UE, prise en janvier 2010, sur la mise en oeuvre d’un soutien non-exécutif au niveau du renforcement des capacités locales et à la formation pour les autorités locales.³³ Le Conseil de l’UE a rappelé que la réforme du secteur de la sécurité est un volet important du processus global de réforme en Bosnie-Herzégovine et indique que l’EUFOR Althéa contribuera significativement au renforcement des capacités locales et à la formation. En tenant compte de cette restructuration, il ne serait pas faux de dire que Althéa est une opération civilo-militaire plutôt que purement militaire. Jolyon Howorth souligne que l’UE suit une approche globale pour la gestion des crises en comparant la SFOR avec Althéa: “la première représente une “chirurgie d’urgence” en tant que dernière étape de la route de Dayton, quand la deuxième représente la “réhabilitation” en tant que la première étape sur la route de Bruxelles.”³⁴ L’EUFOR Althéa a été reconfiguré en septembre 2012 et ses effectifs ont été réduits à 600 hommes.

Cette opération est toujours en cours, puisque le Conseil de sécurité a autorisé, pour une année de plus, la reconduction de l’EUFOR Althéa en 2015 à la suite de la décision des autorités de la République serbe de Bosnie de tenir un référendum afin de déterminer si elle devrait quitter l’espace judiciaire commun de la Bosnie-Herzégovine.

Le déploiement simultané des opérations civile et militaire en Bosnie-Herzégovine, la nature civilo-militaire de l’opération Althéa après sa restructuration, l’assistance financière de l’UE, et la coopération avec les autorités locales sont les indicateurs d’une utilisation stratégique et simultanée de coercition et de cooptation dans le cadre de la gestion de crise. En montrant sa capacité à conduire une vaste opération de paix en Bosnie-Herzégovine, l’UE n’a pas seulement projeté sa puissance dure en tant qu’acteur crédible sur la scène internationale, mais elle a aussi investi à sa puissance douce en agissant en tant qu’acteur responsable.

³² Europa, “Missions de l’Union européenne en Bosnie-Herzégovine,” 2011, Date d’accès: Janvier 27, 2017, http://europa.eu/legislation_summaries/foreign_and_security_policy/cfsp_and_esdp_implementation/ps0008_fr.htm.

³³ Conseil de l’UE, Communiqué de Presse, 2922ème Session du Conseil-Affaires étrangères, 5685/10, Janvier 5, 2010, Date d’accès: Janvier 27, 2017, <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/10/st05/st05686.fr10.pdf>.

³⁴ Jolyon Howorth, *Security and Defence Policy in the European Union* (Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2007), 236.

Il faut ajouter qu'antérieurement à son engagement en Bosnie-Herzégovine, l'UE n'avait jamais déployé simultanément une opération militaire et une opération civile sur un terrain de post-conflit -en Macédoine, les deux missions avaient été consécutives-.³⁵ En raison de cette inexpérience, le partage des rôles et la coordination entre MPUE et EUFOR a constitué un défi jusqu'en 2006, la date où on a signé un nouveau document destiné à préciser les responsabilités exactes des deux missions.³⁶ Après 2006, toutes les opérations nécessitant le soutien d'EUFOR ont été initiées et planifiées par la police bosnienne, le suivi étant assuré par MPUE jusqu'à son achèvement en juin 2012. De plus, l'organisation des réunions mensuelles entre les acteurs opérationnels de l'UE afin d'assurer la coordination entre les deux missions était une mesure exemplaire pour les futures missions. Ceux-ci a fait gagner de l'expérience pratique commune à l'UE et a contribué à la "bruxellisation" de la gestion des crises internationale.³⁷ Par ailleurs, selon le général Leakey, commandant de l'opération EUFOR Althéa entre décembre 2004-décembre 2005, on a appris plusieurs leçons concernant le partage des coûts, l'échange de renseignements et la délimitation claire des tâches entre les forces de l'UE et de l'OTAN qui opèrent sur le même théâtre.³⁸

Finalement, il faut noter que l'obtention des résultats désirés est l'indicateur incontournable qui montre le *smartness* d'une action ou d'une politique. Puisque *smart* est un adjectif qui décrit le résultat, pour pouvoir parler du smart power, il faut avoir atteint les objectifs fixés auparavant à la fin de l'action. Partant de ce constat, il est nécessaire de répondre à la question suivante: est-ce que l'EUFOR Althéa a-t-elle pu atteindre ses objectifs fixés dans le mandat, autrement dit, est-ce que cette opération peut être considérée comme une réussite jusqu'à présent?

IV. Evaluer le succès de l'opérations Althéa

Les opérations de paix sont considérées "réussies" ou "non réussies", souvent avec peu de discussion sur les critères utilisés pour les évaluer. Malgré l'augmentation des études consacrées aux opérations de paix, surtout

³⁵ Nadege Ragaru, "L'opération Althea en Bosnie-Herzégovine et la gestion européenne du 'postconflit'", 19.

³⁶ Council of the EU, "Common Operational Guidelines for EUPM-EUFOR Support to The Fight Against Organised Crime", 10769/1/06, Mai 11, 2006, Date d'accès: Février 7, 2017, <http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/06/st10/st10769-re01.en06.pdf>.

³⁷ Joachim Koops, *The European Union as Integrative Power* (Brussels: Brussels University Press, 2011), 348.

³⁸ European Parliament, "CSDP Missions and Operations: Lessons learned processes," Directorate General for External Policies, Policy Department (April 2012): 49.

celles de l’ONU, les travaux sur un aspect important des opérations de paix restent toujours limités: comment peut-on évaluer le succès ou l’échec de ces opérations? De plus, il n’y a pas de consensus parmi les universitaires sur les critères à utiliser pour une telle évaluation. Par exemple, selon Virginia Page Fortna (2008), il faut savoir si une opération de paix a-t-elle réduit le risque d'une nouvelle guerre sur le territoire concerné pour pouvoir l'évaluer. Kari M. Osland considère les changements positifs dans le territoire concerné en vue d'atteindre l'objectif final comme un moyen pour mesurer le succès des opérations.³⁹ Paul Diehl propose deux critères: limitation des conflits armés et la résolution du conflit⁴⁰, quand Marjorie Ann Brown en offre trois: Est-ce que le mandat énoncé dans la résolution concernée du Conseil de sécurité a bien été bien rempli? Est-ce que cette opération a-t-elle permis de résoudre le conflit? Est-ce que cette opération a-t-elle contribué au maintien de la paix et de la sécurité internationale?⁴¹ Duane Bratt qui a essayé d'adapter tous ces critères aux nouvelles opérations de paix après la Guerre froide propose la performance dans le cadre du mandat, la contribution à la résolution du conflit, et le contrôle du conflit comme les critères à considérer pour mesurer le succès d'une opération.⁴² Michael Doyle et Nicholas Sambanis affirment que le succès d'une opération de paix dépend de la capacité des pays concernés, du niveau de l'assistance internationale, et du degré d'hostilité.⁴³ Cette liste nonexhaustive d'exemples peut être allongée avec les critères précisés par les organisations internationales qui mènent des opérations de paix -comme l'OTAN et l'ONU- sous forme des “*Lessons Learned*” (leçons apprises).

Dans cette étude, on utilisera les cinq critères définis par Paul Diehl et Daniel Druckman pour analyser l'opération Althéa, puisqu'ils donnent la possibilité de faire une analyse plus approfondie et détaillée. Ces cinq critères sont les parties intéressées (*stakeholders*), la perspective du temps (*time perspective*), l'établissement des lignes de base (*assessment baselines*),

³⁹ Kari M. Osland, *Much A do About Nothing? The Impact of International Assistance to Police Reform in Afghanistan, Bosnia and Herzegovina, Kosovo, Serbia and South Sudan. A Comparative Case Study and Developing a Model for Evaluating Democratic Policing* (Oslo: Faculty of Social Sciences, University of Oslo/Akademika Publishing, 2014).

⁴⁰ Paul F. Diehl, *International Peacekeeping* (Baltimore: John Hopkins University Press, 1994).

⁴¹ Marjorie Ann Brown, “United Nations Peacekeeping: Historical Overview and Current Issue,” Report for Congress, Washington DC, Congressional Research Service, 1993.

⁴² Duane Bratt, “Assessing the Success of UN Peacekeeping Operations,” *International Peacekeeping*, 3:4 (1996): 64–81.

⁴³ Michael Doyle et Nicholas Sambanis, “International Peacebuilding: A Theoretical and Quantitative Analysis,” *American Political Science Review* 94:4 (2000): 780–95.

les caractéristiques des forces (*lumping*), et les types d'opérations de paix (*types of peace operations*).⁴⁴

Premièrement, puisqu'il y a différents acteurs contribuant à une opération de paix, il faut prendre en compte que chacun de ces acteurs auront leurs propres définitions de la réussite. Il y a sans doute des objectifs communs sur lesquels les différents acteurs s'accordent, comme arrêter la violence, résoudre le conflit, élaborer les normes internationales, etc. Néanmoins, la définition de la réussite concernant une opération de paix peut varier selon les acteurs aux priorités différentes. Par exemple, limiter le nombre des victimes de la guerre peut être considéré comme un succès pour les pays fournisseurs de troupes. Les efforts des ONG ou des pays intervenants peuvent renforcer le gouvernement local et ce dernier peut donc définir l'opération concernée comme réussie. Finalement, la population locale dans la zone de conflit aura leurs propres intérêts et interprétations de ce qu'est une opération réussie. Les problèmes qui ont surgi au cours de l'opération de paix comme l'incapacité de rapatrier les réfugiés, la distorsion dans l'économie de marché local ou les attitudes irrespectueuses du personnel militaire au service du maintien de la paix envers la population locale peut influencer négativement la perception du peuple.⁴⁵

A l'issue du volet défense du Conseil des Affaires générales et relations extérieures qui s'est tenu le 23 mai 2005, Luc Frieden, qui avait présidé la réunion, a déclaré que "l'opération Althéa se déroule bien, c'est un succès pour l'Europe, c'est un succès pour les accords UE-OTAN, et c'est aussi un succès pour la Bosnie-Herzégovine. Je crois que nous avons pu contribuer à la stabilité dans cette région."⁴⁶ Le communiqué de presse de Conseil de l'UE du mars 2009 souligne nettement que l'opération Althéa a "contribué avec succès au maintien d'un climat de sécurité dans le pays."⁴⁷ Michel Merlingen affirme que "l'EUFOR Althéa était une opération réussie, puisqu'elle a assuré la paix en Bosnie, renforcé la sécurité publique et contribué à la professionnalisation des forces armées du pays. Donc, l'UE a

⁴⁴ Daniel Druckman et Paul F. Diehl, "Evaluating Peace Operations," in *Routledge Handbook of Research Methods in Military Studies*, ed. J. Soeters, P. M. Shields and S. Rietjens (New York: Routledge, 2014), 261-272.

⁴⁵ Mateja Peter, "Measuring the Success of Peace Operations: Directions in Academic Literature," *Norwegian Institute of International Affairs*, Working Paper 862 (2016): 10.

⁴⁶ Europa, "Luc Frieden: "L'opération ALTHEA est un succès pour l'Europe", 2005, Date d'accès: Février 7, 2017, <http://www.eu2005.lu/fr/actualites/communiqués/2005/05/23cag-frieden02/index.html>.

⁴⁷ Conseil de l'UE, "Opération militaire de l'UE en Bosnie-Herzégovine, Secrétariat du Conseil de l'UE," 2009, Date d'accès: Février 7, 2017, http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/090310-Factsheet_EUFOR_Althea-version14_FR.pdf.

prouvé sa capacité de mettre en œuvre une opération de paix ambitieuse.⁴⁸ On peut donc dire que l'UE dans son ensemble, plutôt satisfaite des résultats obtenus de cette mission jusqu'à présent, la considère comme réussie. L'interprétation de chacun des pays fournisseur de troupes qui serait le sujet d'une étude plus détaillée ne sera pas abordée ici. Mais, si on prend l'exemple de la Turquie, l'un des pays fournisseur de troupes, il est possible d'affirmer que cette opération était également une réussite pour elle, puisque cette opération a permis à Ankara de donner l'image d'un pays responsable en tant que partenaire important des pays balkans et candidate à l'UE. Quant à la population locale, l'hostilité envers l'opération Althéa est faible même parmi les Serbes de Bosnie et la majorité des Bosniaques voient l'EUFOR comme le garant de leurs souverainetés et l'instrument de liaison avec l'UE.⁴⁹ Les enquêtes réalisés par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) montrent la perception positive de l'opération Althéa auprès du peuple: le nombre des Bosniaques et des Croates qui pensent que le retrait de l'EUFOR peut entraîner une nouvelle guerre, a nettement augmenté dans le temps (Ce nombre s'est élevé de 17% à 25% en 2009).⁵⁰

Deuxièmement, il est important de préciser la période à considérer pour évaluer une opération de paix. Même si le succès à court terme et à long terme peuvent être liés, la réalisation des objectifs à court terme ne fait pas nécessairement un impact positif sur les objectifs à long terme. Pour une évaluation à long terme, il faut prendre en compte la période après la fin de l'opération en vue d'observer les reflets positifs ou négatifs de cette opération sur la vie politique, économique ou sociale du pays concerné.

Comme l'opération Althéa continue depuis 2004, on a la possibilité d'analyser ses résultats à long terme. On peut dire que malgré quelques défauts, cette mission a pu atteindre ses principaux objectifs. Par exemple, concernant le désarmement, l'EUFOR a ramassé un nombre considérable des armes possédés par les citoyens de Bosnie-Herzégovine⁵¹ et persuadé les autorités locales, les polices et les officiers de la République de Serbie de

⁴⁸ Michael Merlingen, "The CSDP in the Western Balkans: from experimental pilot to security governance," in *The Routledge Handbook of European Security*, ed. S. Biscop and R. Whitman (New York: Routledge, 2013), 150.

⁴⁹ Kurt Bassuener et Enver Ferhatovic, "The ESDP in action: The view from the consumer side," in *European Security and Defense Policy: An Implementation Perspective*, ed. M. Merlingen and R. Ostrauskaite (Oxon: Routledge, 2008), 178.

⁵⁰ UNDP, "Bosnia and Herzegovina: Early Warning System Annual Report 2009," 2009, Date d'accès: Février 10, 2017, https://issuu.com/undp_in_europe_cis/docs/bosnia_early_warning_report_2009.

⁵¹ Durant une opération menée par l'EUFOR en 2005, on a ramassé 243.000 munitions des armes à feu, environ 4000 grenades à main, 658 armes de petit calibre, 167 grenades à fusil, 17 fusées et 40 kg d'explosif (M. Ashkenazi, J. Brethfeld et T. Pietz, *European Union SALW and ERW Programs in the Western Balkans*, Bonn International Center for Conversion, UN Institute for Disarmament Program (2003), 4.)

Bosnie à participer activement à cet effort. De plus, l'EUFOR a fait face au crime organisé en menant des opérations pour empêcher le trafic illégal d'armes et de carburant. Cet effort a contribué à changer la culture d'impunité qui facilite le crime organisé dans le pays.⁵² Grâce aux activités de déminage de l'EUFOR, le nombre de victimes et d'accidents causés par les anciennes mines a constamment diminué.⁵³ Concernant l'environnement de sécurité, selon la Commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe en 2010, "les réactions hostiles et les actes de violence contre les rapatriés, qui sont membres de minorités, ont significativement diminué par rapport aux années précédentes."⁵⁴

Troisièmement, il faut établir une ligne de base pour une évaluation effective. C'est-à-dire, il est nécessaire de définir d'abord avec lequel on compare cette opération de paix. Juger le succès de l'opération en le comparant avec une sorte d'état idéal de paix serait improductif. Définir une légère amélioration de la situation comme une réussite serait trompeur. C'est pour cette raison que la comparaison de l'état "avant" et "après" de la situation peut servir une ligne de base appropriée.⁵⁵

La ligne de base pour évaluer l'opération Althéa peut être le retour à la stabilité politique et économique en Bosnie-Herzégovine en mettant fin aux tensions politiques et ethniques entre les Croates, les Serbes et les Bosniaques, en développant la démocratie et l'Etat de droit, et en respectant les droits de l'Homme et des minorités. Il faut souligner que quand cette opération a été lancée, les tensions politiques et ethniques en Bosnie-Herzégovine avaient considérablement diminué par rapport à la période suivant les accords de Dayton. Pourtant, ils n'avaient pas été complètement résolus et il manquait toujours une autorité centrale compétente. C'est donc sur cette base qu'il faut évaluer le succès de l'EUFOR. Les enquêtes réalisées par *Saferworld and Nansen Dialogue Centre Sarajevo* en 2010 montrent que les citoyens sont préoccupés par la situation économique du pays plutôt que la violence interne.⁵⁶ Ceci prouve qu'il existe un environnement de sécurité stable en Bosnie-Herzégovine et donc les citoyens ne se soucient plus de leurs vies.⁵⁷ De plus, l'EUFOR Althéa a

⁵² Thomas Bertin, "The EU Military Operation in Bosnia", 70.

⁵³ Ewa A. Maczynska, "The EUPM and EUFOR Althea Missions in Bosnia and Herzegovina: An Evolution" (Thèse de master d'histoire, West Virginia University, 2012), 97.

⁵⁴ Thomas Hammarberg, Report by Thomas Hammarberg, Commissioner for Human Rights of the Council of Europe, Following his visit to Bosnia and Herzegovina on 27-30 November 2010, Strasbourg, March 29, 2011, Date d'accès: Février 10, 2017, <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&id=1766837&direct=true>.

⁵⁵ Daniel Druckman et Paul F. Diehl, "Evaluating Peace Operations", 268.

⁵⁶ "The Missing Peace", Saferworld and Nansen Dialogue Centre Sarajevo (August 2010): 24, Date d'accès: Février 10, 2017, <http://www.saferworld.org.uk/The%20missing%20peace%20-%20English%20reduced.pdf>

⁵⁷ Ewa A. Maczynska, "The EUPM and EUFOR Althea Missions in Bosnia and Herzegovina: An Evolution", 100.

significativement contribué au processus de réforme pour l'établissement d'un ministère national de la Défense en dissociant les ministères de la Défense des deux entités en 2006, la création d'une force militaire unique et la professionnalisation complète des Forces armées de Bosnie-Herzégovine.

Quatrièmement, il faut tenir compte des caractéristiques des forces au service de l'opération de paix. Ces éléments comprennent la composition des forces, les tactiques, techniques et procédures (TTP), la formation, la stratégie, les règles du mandat, l'interaction avec la société civile et le soutien du pays hôte. Comme il serait difficile de déterminer lequel de ces éléments a plus d'impact sur le succès ou l'échec de l'opération, on préfère une évaluation générale qui se concentre sur le succès de l'ensemble.

Comme précédemment indiqué, ayant un budget de 27 millions d'euros et composée initialement de 7000 hommes originaires de 33 pays, l'EUFOR Althéa est une mission assez ambitieuse. Le passage de la SFOR à l'EUFOR était sans difficulté, puisque l'opération Althéa a été menée en ayant recours aux moyens et capacités de l'OTAN, dans le cadre des accords dits de “Berlin plus” et 80% des troupes de la SFOR était européennes. En outre, l'UE a utilisé les atouts de l'OTAN pour la communication et l'information. Dès le début de l'opération, l'EUFOR possède une chaîne de commandement assez précise. Le Conseil de l'UE est responsable du lancement et la prolongation de la mission. Le Comité politique et de sécurité exerce le contrôle politique et la direction stratégique de l'opération. Le Comité militaire de l'UE contrôle la mise en œuvre de la mission. L'EUFOR Althéa a été restructurée et ses effectifs ont été réduits en 2007, 2009, 2011 et 2012 du fait des efforts des autorités de la Bosnie-Herzégovine et d'absence d'une menace sérieuse. Le partage des rôles et la coordination entre MPUE et EUFOR étaient le seul handicap apparent qui a été surmonté par la signature d'un nouveau document destiné à préciser les responsabilités exactes des deux missions en 2006. On peut aussi mentionner le manque d'une communication stratégique envers le peuple local. L'EUFOR n'a pas fait suffisamment d'efforts pour communiquer aux acteurs de la société civile ou la population locale.⁵⁸

Finalement, pour pouvoir analyser une opération, il faut d'abord préciser les objectifs de cette opération, ensuite formuler les questions clés afin d'évaluer ses résultats. En général, les principaux objectifs d'une opération de paix sont la baisse de la violence, le contrôle du conflit et la gestion du conflit. La supervision des élections, la démocratisation, l'assistance humanitaire, le désarmement, la protection des droits humains peuvent être les objectifs supplémentaires. Pour pouvoir considérer une

⁵⁸ Kurt Bassuener et Enver Ferhatovic, “The ESDP in action: The view from the consumer side”, 182.

opération de paix comme réussie, il faut bien analyser dans quelle mesure ces objectifs ont été atteints, en posant des questions clés. Par exemple, si l'objectif est la baisse de la violence, on demande si le niveau de la violence a-t-elle diminué et on considère le nombre des incidents de tir et des victimes. Si l'objectif est la protection des droits de l'homme, il faut demander d'une part si les atrocités ont été réduites ou les actes génocidaires ont été empêchés, et d'autre part, si un système judiciaire effectif a été mis en place.⁵⁹

L'EUFOR Althéa est une opération de maintien de la paix à caractère multidimensionnel dont l'objectif principal est de contribuer à l'instauration d'un climat de sûreté et de sécurité en Bosnie-Herzégovine. Il faut donc s'interroger si l'environnement de sécurité a été amélioré après la mise en place de cette opération. Acôté des améliorations précédemment citées, la signature de l'Accord de Stabilisation et d'Association entre l'UE et la Bosnie-Herzégovine en 2008, suite à une réforme de la police bosniaque, et la participation de ce pays au Partenariat pour la paix de l'OTAN en 2006 constitue des exemples qui montrent le succès de l'EUFOR Althéa.

Au terme de cette analyse, il est possible de considérer l'opération Althéa comme un exemple réussi de l'approche globale européenne qui est le reflet du potentiel de smart power de l'UE. Cette opération montre la capacité européenne de combiner sa puissance normative avec sa puissance militaire et d'utiliser ses différents instruments d'une façon stratégique et compatible pour gérer une crise qui peut menacer la stabilité et la sécurité dans la région européenne.

Conclusion

Les relations internationales du XXI^e siècle sont marquées par l'interdépendance parmi les Etats, la sophistication des menaces, l'émergence et la réémergence de nouvelles puissances, la transition de puissance entre Etats, de l'Occident vers l'Asie et la diffusion de la puissance, des Etats vers les acteurs non gouvernementaux. Tous ces changements ont inévitablement eu des répercussions sur la nature et l'exercice de la puissance. Par conséquent, le smart power est devenu un *buzzword* dans le monde entier, malgré l'intérêt académique limité en la matière.

Le smart power n'est pas une nouvelle forme de puissance, mais plutôt une approche qui précise la méthode pour utiliser les ressources d'une

⁵⁹ Daniel Druckman et Paul F. Diehl, "Evaluating Peace Operations", 269.

manière stratégique et compatible afin d’atteindre les objectifs. Il conduit à réévaluer les outils de la puissance douce et de la puissance dure qui contribuent à la composition du smart power, l’interaction entre ces outils, le choix des outils en fonction du contexte en prenant en compte la légitimité de l’action, le rapport coût/efficacité et ladurée.

L’approche globale de l’UE à l’égard de la Bosnie-Herzégovine met sous les yeux le potentiel de l’UE, souvent envisagée comme une puissance civile ou normative du fait de sa préférence pour les outils non militaires, à exercer le smart power non seulement pour protéger ses intérêts mais aussi pour contribuer à la sécurité internationale. De plus, en faisant une analyse détaillée à l’aide des cinq critères proposés par Diehl et Druckman afin d’évaluer le succès d’une opération de paix, il est possible de considérer Althéa comme une opération réussie qui est une condition sine qua non pour pouvoir parler du *smartness*.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aggestam, Lisbeth. “Introduction: Ethical power Europe?,” *International Affairs* 84:1 (septembre 2008): 1-11.
- Ashkenazi, Michael, Brethfeld Julie, Pietz Tobias. *European Union SALW and ERW Programs in the Western Balkans*. Bonn: Bonn International Center for Conversion, 2003.
- Bassuener, Kurt and Ferhatovic Enver. “The ESDP in action: The view from the consumer side.” in *European Security and Defense Policy: An Implementation Perspective*, edited by M. Merlingen and R. Ostrauskaite, 173-188. Oxon: Routledge, 2008.
- Bertin, Thomas. “The EU Military Operation in Bosnia” in *European Security and Defence Policy*, edited by M. Merlingen and R. Ostrauskaite, 61-77. London: Routledge, 2008.
- Bratt, Duane. “Assessing the Success of UN Peacekeeping Operations.” *International Peacekeeping* 3:4 (1996): 64–81.
- Brown, Marjorie Ann. “United Nations Peacekeeping: Historical Overview and Current Issue.” Report for Congress. Washington DC: Congressional Research Service, 1993.
- Conseil de l’UE. “Concept pour l’opération militaire de l’Union européenne en Bosnie-Herzégovine - Opération ALTHEA.” 12576/04, Septembre 29, 2004. Date d’accès: Janvier 15, 2017. <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/04/st12/st12576.fr04.pdf>.

- Conseil de l'UE. Communiqué de Presse, 2922ème Session du Conseil-Affaires étrangères, 5685/10, Janvier 5, 2010. Date d'accès: Janvier 15, 2017. <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/10/st05/st05686.fr10.pdf>.
- Conseil de l'UE. "Opération militaire de l'UE en Bosnie-Herzégovine, Secrétariat du Conseil de l'UE." 2009. Date d'accès: Janvier 17, 2017. http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/090310-Factsheet_EUFOR_Althea-version14_FR.pdf.
- Council of the EU. "Common Operational Guidelines for EUPM-EUFOR Support to The Fight Against Organised Crime." 10769/1/06, Mai 11, 2006. Date d'accès: Janvier 20, 2017. <http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/06/st10/st10769-re01.en06.pdf>.
- Cross, Mai'a Davis, "Europe, a smart power?." *International Politics* 48:6 (2011):691-706.
- Diehl, Paul F., *International Peacekeeping*. Baltimore: John Hopkins University Press, 1994.
- Diehl, Paul F. and Druckman Daniel. *Evaluating Peace Operations*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2010.
- Doyle, Michael and Sambanis Nicholas. "International Peacebuilding: A Theoretical and Quantitative Analysis." *American Political Science Review* 94:4 (2000): 780-95.
- Druckman, Daniel and Diehl Paul F. "Evaluating Peace Operations." in *Routledge Handbook of Research Methods in Military Studies*, edited by J. Soeters, P. M. Shields and S. Rietjens, 261-272. New York, Routledge, 2014.
- EEAS. "Althea/BIH." 2011. Date d'accès: Janvier 20, 2017. http://www.eeas.europa.eu/csdp/missions-and-operations/althea-bih/index_en.htm.
- EU Military Staff. "Civil Military Co-ordination." Doc. 14457/03, Novembre 7, 2003. Date d'accès: Janvier 20, 2017 <http://register.consilium.eu.int/pdf/en/03/st14/st14457.en03.pdf>.
- Europa. "Luc Frieden: "L'opération ALTHEA est un succès pour l'Europe"." 2005. Date d'accès: Janvier 20, 2017. <http://www.eu2005.lu/fr/actualites/communiqués/2005/05/23cag-frieden02/index.html>.
- Europa. "Missions de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine." 2011. Date d'accès: Janvier 20, 2017. http://europa.eu/legislation_summaries/foreign_and_security_policy/cfsp_and_esdp_implementation/ps0008_fr.htm.
- European Parliament. "CSDP Missions and Operations: Lessons learned processes." Directorate General for External Policies, Policy Department, April 2012.

- European Union Law. Traité sur l’Union européenne, Journal officiel, No. C191, juillet 29, 1992. Date d’accès: Janvier 22, 2017. <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/dat/11992M/htm/11992M.html>.
- Fortna, Virhina P., *Does Peacekeeping Work? Shaping Belligerents' Choices after Civil War*. Princeton: Princeton University Press, 2008.
- Guilhaudis, Jean-François. “Les institutions de sécurité (ONU, OTAN, UEO, CSCE, PESC) face à la crise de l’ex-Yougoslavie.” *Cahiers du CEDSI* 17 (1997).
- Hammarberg, Thomas, Report by Thomas Hammarberg, Commissioner for Human Rights of the Council of Europe, Following his visit to Bosnia and Herzegovina on 27-30 November 2010, Strasbourg, March 29, 2011. Date d’accès: Janvier 22, 2017. <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&id=1766837&direct=true>.
- Howorth, Jolyon. *Security and Defence Policy in the European Union*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2007.
- Khanna, Parag. “The Metrosexual Superpower.” *Foreign Policy* 143 (juin 2004).
- Koops, Joachim. *The European Union as Integrative Power*. Brussels: Brussels University Press, 2011.
- Leonard, Mark. “Europe’s Transformative Power.” *CER Bulletin* 40 (février-mars 2005).
- Maczynska, Ewa A, “The EUPM and EUFOR Althea Missions in Bosnia and Herzegovina: An Evolution.” Thèse de master d’histoire, West Virginia University, 2012.
- Manners, Ian. *Substance and Symbolism: An Anatomy of Cooperation in the New Europe*. Aldershot: Ashgate, 2000.
- Mayer, Hartmuth et Vogt Henri. *A Responsible Europe? Ethical Foundations of EU External Affairs*. London: Palgrave Macmillan, 2006.
- Merlingen, Michael. “The CSDP in the Western Balkans: from experimental pilot to security governance.” in *The Routledge Handbook of European Security*, edited by S. Biscop and R. Whitman, 145-158. New York: Routledge, 2013.
- Ministere de la Défense. “Approche globale dans la gestion des crises extérieures.” Concept interarmées, République Française, 2011. Date d’accès: Janvier 26, 2017. <http://www.cicde.defense.gouv.fr/IMG/pdf/20120621_np_cicde_cia-3-4-approche-globale.pdf>(consulté le 25 juin 2016).
- Nowak, Agnieszka. “L’Union en action: la mission de police en Bosnie.” *ISS Occasional Papers* 42 (janvier 2003).
- Nye, Joseph S. “Ignoring Soft Power.” *Chicago Tribune*, Mai 16, 2004.

- Nye, Joseph S. *Soft Power: The means to succes in world politics*. New York: PublicAffairs, 2004.
- Nye, Joseph S. *The Future of Power*. New York: PublicAffairs, 2011.
- Osland, Kari M. *Much A do About Nothing? The Impact of International Assistance toPolice Reform in Afghanistan, Bosnia and Herzegovina, Kosovo, Serbia and South Sudan. A Comparative Case Study and Developing a Model for Evaluating Democratic Policing*. Oslo: University of Oslo/Akademika Publishing, 2014.
- Peter, Mateja. "Measuring the Success of Peace Operations: Directions in Academic Literature." *Norwegian Institute of International Affairs*. Working Paper 862 (2016).
- Ragaru, Nadege. "L'opération Althea en Bosnie-Herzégovine et la gestion européenne du "post-conflit"." *Les Études du CERI* 139 (Novembre 2007).
- Romer, Jean-Christophe. "L'Union européenne face aux crises internationales: débuts et développements de la PESC et de la PESD." in *50 ans de traité de Rome 1957-2007*, edited by M. T. Bitsch, 246-265. Stuttgart: F. Steiner Vlg, 2009.
- Saferworld and Nansen Dialogue Centre Sarajevo. "The Missing Peace." August 2010. Date d'accès: Janvier 27, 2017. <http://www.saferworld.org.uk/The%20missing%20peace%20-%20English%20reduced.pdf>.
- Sicourmat, Camille, Bihan Benoist and Goya Michel. "L'axe du moindre mal: le plan d'Obama-McChrystal pour l'Afghanistan." *Cahier de l'Irsem* 2 (Mars 2010).
- Todorov, Tzvetan. *Le nouveau désordre mondial*. Paris: Robert Laffont, 2003.
- UNDP. "Bosnia and Herzegovina: Early Warning System Annual Report 2009." 2009. Date d'accès: Janvier 27, 2017. https://issuu.com/undp_in_europe_cis/docs/bosnia_early_warning_report_2009.
- Waltz, Kenneth. "Reflections on Theory of International Politics: A Response to My Critics." in *Neorealism and Its Critic*, edited by Robert O. Keohane. 322-345. New York: Columbia University Press, 1986.
- Wilson, Ernest. "Hard Power, Soft Power, Smart Power." *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 616 (2008): 110-124.